

**La préfète de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 20 octobre 2025

**Arrêté n°PAIC 2025-0084 du 20/10/2025  
portant mise en demeure de la société PORTIGLIATI SA  
ZI la Maladière, 605 rue Jumel sur Cluses (74130)  
(siret : 31544462000019)**

**VU** le Code de l'environnement et notamment son article L.171-8, son livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**VU** le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie,

**VU** le décret du 24 juillet 2025 portant nomination de M. Carl ACCETONE, administrateur de l'État, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

**VU** l'arrêté préfectoral SGCD/SLI/PAC/2025-078 du 31 juillet 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

**VU** l'arrêté préfectoral PAIC-2020-0101 du 21 décembre 2020 autorisant la société PORTIGLIATI, dont le siège social est situé Zone Industrielle de la Maladière, 605 rue de Jumel, 74 300 Cluses, à exploiter à la même adresse, un établissement exerçant des activités de regroupement, transit, traitement de déchets métalliques, de batteries ainsi que de véhicules hors d'usage,

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées, établi suite à la visite du site précité de la société PORTIGLIATI réalisée le 26 août 2025,

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 09 septembre 2025 et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé-réception en date du 10 septembre 2025, conformément aux articles L. 171-6, L.171-8 et L. 514-5 du code de l'environnement , engageant la procédure contradictoire réglementaire ;

**VU** l'absence d'observations de la part de l'exploitant à l'issue de la phase contradictoire engagée ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 26 août 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les résultats de la campagne d'analyses des rejets atmosphériques du broyeur de déchets métalliques, réalisée le 19 décembre 2024, consignés dans le rapport du 25 février 2024, mettaient en évidence un flux horaire de poussières de 33 mg, supérieure à la limite de 25 mg prescrite par l'article 2.3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020 précité,

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 26 août 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les registres des déchets entrants et des déchets sortants ne respectaient pas les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement et qu'en particulier, ils ne mentionnaient pas toutes les informations prescrites par les articles précités,

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société PORTIGLIATI SA, dont le siège social est situé Zone Industrielle de la Maladière, 605 rue Jumel, 74 300 Cluses, est mise en demeure, dans son établissement exploité à la même adresse et de numéro SIRET 31544462000019, de respecter avant le 31 décembre 2025 les dispositions ci-après :

- mettre en conformité les émissions atmosphériques de son broyeur de métaux avec les limites prescrites par l'article 2.3.4.2 de l'arrêté préfectoral PAIC-2020-0101 du 21 décembre 2020 autorisant et réglementant les activités de l'établissement,
- tenir à jour des registres chronologiques des déchets entrants et des déchets sortants respectant les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

### **Article 2**

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3**

Le présent arrêté sera notifié à la société PORTIGLIATI SA.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

### **Article 4**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à monsieur le maire de Cluses.

Pour la préfète,  
Le secrétaire général,



Carl ACCETTONE